

Avancement de la microfinance par le biais du leadership des associations

PRESTATION DE SERVICES DE VALEUR



## Exécuter une analyse de l'état du secteur : un guide pour les associations de microfinance

2010

Copyright © 2009 The SEEP Network

Certaines sections de cette publication peuvent être copiées ou adaptées pour répondre aux besoins locaux sans la permission du Réseau SEEP, tant que les parties copiées sont distribuées gratuitement ou sans frais, à but non-lucratif. Veuillez faire mention du Réseau SEEP et « Exécuter une analyse de l'état du secteur : un guide pour les associations de microfinance » pour les sections que vous extrayez.

Pour toute reproduction à usage commercial, veuillez demander permission auprès de

The SEEP Network  
1875 Connecticut Avenue NW  
Washington, DC 20009-5721  
Tel.: 1 202-534-1400 Télécopie: 1 202-534-1433

La publication de ce document a été rendue possible grâce au généreux soutien de la Fondation Citi

# Exécuter une analyse de l'état du secteur : un guide pour les associations de microfinance

Le Réseau SEEP

Auteurs collaborateurs : Sharon D'Onofrio,  
Deena Burjorjee, Patrick McAllister

Original en anglais

Traduit par Jean-Marc Poisson



Citi Foundation



# TABLE DES MATIERES

<b>Remerciements</b>	<b>iv</b>
<b>Abréviations</b>	<b>iv</b>
<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Structure</b>	<b>5</b>
<b>Contenu</b>	<b>6</b>
<b>Annexe 1 : Ressources</b>	<b>12</b>

## REMERCIEMENTS

Ce guide a été produit par le Réseau SEEP dans le cadre d'une activité du Citi Network Strengthening Program financé par la Fondation Citi.

La mission du Citi Network Strengthening Program, le plus important programme de subvention international mis en œuvre pour soutenir la stratégie de microfinance de la Fondation Citi, est d'accroître la capacité et l'étendue du secteur de la microfinance en renforçant la capacité opérationnelle, technique et financière de douze associations de microfinance nationales et régionales.

## ABREVIATIONS

CGAP	Groupe consultatif d'assistance aux pauvres
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FMI	Fonds monétaire international
ICMT	Indicateurs clés du marché du travail
IIM	Instruments d'investissement en microfinance
IMF	Institution de microfinance
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
MIX	Microfinance Information Exchange
OIT	Organisation internationale du travail
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme de développement des Nations Unies
PPA	Parité du pouvoir d'achat
SIG	Système de gestion de l'information
SFI	Société financière internationale

# Introduction

---

## Comment utiliser ce guide

*Exécuter une analyse de l'état du secteur : un guide pour les associations de microfinance* a été conçu comme un guide de ressources destiné aux associations de microfinance nationales et régionales produisant des rapports d'analyse du secteur pour une région ou un pays donné. Son but est de garantir une recherche sectorielle de haute qualité qui puisse promouvoir le développement durable du secteur de la microfinance.

Ce guide se propose d'identifier les plus importants domaines de recherche dans une analyse de secteur, ainsi que les questions clés pour guider l'analyse. Selon le cas, il offre des suggestions sur les indicateurs à des fins descriptives. Il est important de remarquer que le guide est conçu pour aider les organisations dans le processus de collecte de l'information et ne doit pas être considéré en soi comme une liste de contrôle ou un plan général.

La profondeur de l'analyse dans telle ou telle section recommandée dépendra d'un certain nombre de facteurs, y compris l'existence de données de sources secondaires, les ressources techniques et financières disponibles et surtout, les intérêts stratégiques d'une association et de ses membres. Par conséquent, les organisations peuvent devoir adapter la portée, la structure et le contenu d'une analyse sectorielle en fonction de leurs propres besoins et des ressources disponibles. On trouvera des exemples de rapports d'analyse sectorielle développés par des associations des quatre coins du monde dans la section Ressources du site de Network Development Exchange du Réseau SEEP.

## L'analyse sectorielle comme noyau du produit de l'association

Une analyse sectorielle de la microfinance est un rapport complet sur la situation de la microfinance dans un pays ou une région. Elle doit être de nature à la fois descriptive et analytique et fournir un aperçu du secteur qui soit utile à une large audience (y compris les professionnels, les bailleurs de fonds, les pouvoirs publics et les organisations de soutien). Ces évaluations se distinguent des rapports d'analyse comparative ou des résumés des activités des membres des associations. Leur portée doit aller au-delà de la performance des institutions individuelles et prendre en compte la gamme des parties prenantes du secteur et la dynamique qui sous-tend le développement du secteur. Les analyses sectorielles sont souvent réalisées par des associations de microfinance ou d'autres organisations représentatives entretenant des liens étroits avec le secteur.

S'il est vrai que ces études sont de plus en plus faciles d'accès, il existe toujours de grosses lacunes nationales et régionales dans le marché mondial de la microfinance. Les associations, avec leur accès exceptionnel à l'information par le biais de leurs membres et les liens avec les principales parties prenantes, sont positionnées de manière stratégique pour combler cette lacune du marché et doivent envisager d'inclure ces rapports comme noyau du produit, s'intégrant dans leur fonction d'échange et de diffusion de l'information.

## Marché cible potentiel

Comme indiqué, les données et l'analyse contenues dans le rapport d'analyse sectorielle présentent un intérêt pour toute une gamme de parties prenantes du secteur.

L'un des aspects essentiels de toute intervention de microfinance est une évaluation de l'environnement externe. Les organismes d'État, les organisations donatrices et les associations de l'industrie doivent s'assurer qu'ils

### Encadré 1. Parties prenantes du secteur

- Pouvoirs publics
- Bailleurs de fonds
- Fournisseurs d'assistance technique
- Associations régionales et internationales
- Médias

ont suffisamment d'information pour identifier les lacunes dans un marché donné et élaborer des stratégies efficaces pour soutenir la croissance et le développement du secteur. Les analyses sectorielles peuvent être des outils essentiels dans ce processus. Un compte rendu complet d'un secteur national ou régional, y compris les principales tendances, gageures et perspectives, peut mieux définir les priorités nationales, ainsi que les buts des associations nationales et régionales. De même, les données sectorielles de haute qualité sont essentielles pour gagner une crédibilité auprès des représentants de l'État. Des consultations fréquentes permettront alors aux associations de déterminer quelles sont les priorités de l'État et de garantir que la recherche sur le secteur est adaptée aux besoins et influente.

Si chaque région ou pays a de caractéristiques qui lui sont propres, de façon générale les secteurs de la microfinance se développent en suivant des phases distinctes, à savoir : démarrage, expansion, consolidation et intégration.<sup>1</sup> Le tableau 1 contient une brève description des différentes phases du développement sectoriel et les implications de ces stades de développement pour les priorités sectorielles.

## Fournisseurs de microfinance

Les membres des associations ont rarement les ressources ou l'expertise pour investir dans de la recherche à grande échelle. Les opérations au jour le jour les amènent souvent à se concentrer uniquement sur leurs propres institutions. En conséquence, ils se tournent vers les associations pour avoir une perspective sur le contexte plus général dans lequel ils opèrent. Les analyses sectorielles peuvent être un excellent moyen de répondre aux besoins d'information des membres. Elles offrent une analyse sur le nombre et les types de fournisseurs de microfinance sur le marché, les tendances actuelles de la croissance, la durabilité, les nouveaux produits et services et les facteurs environnementaux qui ont des incidences directes sur les opérations actuelles et futures des IMF.

## Investisseurs publics et privés

Malgré une plus grande coordination entre les diverses parties prenantes opérant dans le secteur de la microfinance, les bailleurs de fonds, les organismes d'État et les investisseurs individuels et institutionnels continuent de travailler indépendamment les uns des autres, en répétant souvent inutilement les mesures d'action visant à identifier les possibilités d'investissement et les domaines de soutien futur. Les analyses sectorielles peuvent réduire les pratiques non efficaces sur le marché en simplifiant le processus de collecte de l'information afin de produire une source unique de données crédibles que toutes les parties prenantes peuvent utiliser. En fournissant des informations pertinentes, mises à jour sur la performance, les besoins de renforcement des capacités et les insuffisances de financement, les analyses sectorielles ont le potentiel d'influencer de manière positive les flux de financement publics et privés vers une région ou un pays particulier, service qui sera grandement apprécié par les intervenants à tous les niveaux.

## Développement de produit

Les informations qui constituent la base des analyses sectorielles sont tirées de sources multiples, y compris les études existantes, les données fournies par les organisations de microfinance elles-mêmes, les entretiens avec des informateurs clés (par ex., responsables politiques, représentants officiels, représentants du secteur financier informel, responsables

### **Encadré 2. Définition des besoins d'information des membres**

Les associations doivent mener des enquêtes auprès des membres de manière régulière afin de s'assurer que les analyses sectorielles répondent à leurs besoins. Les questions recommandées incluent :

- Comment l'association peut-elle appuyer les activités de recherche de votre organisation ?
- Quels sont les sujets qui vous intéressent le plus ? Pourquoi ?
- Sous quelle forme souhaiteriez-vous recevoir ces informations ?
- Selon quelle fréquence ces informations doivent-elles être mises à jour ?
- Comment avez-vous utilisé la recherche sectorielle produite par l'association ?

1. Judith Brandsma and Deena Burjorjee, 2004, "Microfinance in the Arab States: Building Inclusive Financial Sectors," UNCDF, New York, New York.

d'associations, investisseurs et autres dirigeants d'IMF). L'annexe 1 de ce guide suggère des sources d'information qui peuvent être utiles pour un rapport d'analyse sectorielle.

Une analyse sectorielle nationale ou régionale globale peut être coûteuse et prendre du temps, selon la disponibilité de données fiables sur le marché. Il n'est pas rare que le coût d'une analyse sectorielle globale varie entre 20 000 USD et 50 000 USD, selon la portée et l'échelle de l'étude. Réaliser une évaluation peut aussi prendre plusieurs mois. Compte tenu de sa nature technique et analytique, la plupart des associations sous-traitent ce genre d'exercice, en totalité ou en partie (comme les analyses ciblées d'un ou de plusieurs sujets dans le rapport), à un spécialiste du secteur de la microfinance qui peut réaliser l'étendue des travaux avec précision et en temps utile. Toutefois, certaines des associations parvenues à une plus grande maturité peuvent avoir une division de la recherche spécialisée tout à fait à même d'entreprendre ces études directement, sans perturber l'activité essentielle de l'association.

Pour la plupart des associations, l'élaboration des rapports d'analyse sectorielle devient une activité annuelle ou semestrielle. À mesure que l'association acquiert de l'expérience, elle peut décider de forger des alliances avec des partenaires locaux, comme une université locale ou un cabinet d'experts-conseils spécialisé, qui peuvent fournir une expertise et des ressources en continu afin de contribuer à la simplification des processus d'enquête.

## **Positionnement et marketing**

Lorsqu'une association étudie la possibilité de faire des analyses sectorielles un noyau du produit, il convient de tenir compte des coûts associés à leur production et de définir leur marché cible approprié.

Dans les marchés de microfinance moins développés, où les possibilités d'information et d'investissement sont rares et les membres des associations n'ont pas encore développé une demande pour ces types de services, les associations peuvent jouer un rôle d'intérêt public en faisant intervenir leurs capacités de diffusion et d'échange de l'information pour produire ces rapports. Dans ce cas, les bailleurs de fonds sont généralement plus que disposés à payer pour des analyses sectorielles, dans la mesure où elles deviennent un moyen d'améliorer le flux d'informations dans le secteur et favorisent un environnement opérationnel plus propice pour les prestataires de service.

Sur les marchés mieux établis, où se manifeste un plus grand intérêt de la part des investisseurs et où les prestataires de service sont plus disposés à payer pour des services à valeur ajoutée, les associations ont la possibilité de segmenter le marché en fonction des différents groupes d'utilisateurs, en mettant au point et en tarifant différentes parties d'une analyse sectorielle sur la base des besoins des différents marchés. Dans un cas comme dans l'autre, il est important que les associations définissent des débouchés afin de développer le produit, la structure de prix et les circuits de distribution appropriés pour différents groupes d'utilisateurs.



**Tableau 1. Stades de développement du secteur de la microfinance et priorités correspondantes**

Stade de développement du secteur	Implications pour les priorités sectorielles
<p><b>I. DÉMARRAGE</b></p> <p><b>Produits et services.</b> Dominés par des projets pilotes expérimentaux, les produits sont développés et testés pour le marché ; l'accent est souvent sur les produits de crédit ; les structures de prix sont similaires pour tous les produits.</p> <p><b>Institutions.</b> Opérations à petite échelle (servant habituellement quelques milliers de clients seulement), coûts élevés, non réglementées.</p> <p><b>Financement.</b> Éventail fortement subventionné de dons, taux d'intérêt inférieurs au marché, faible diversité des sources de financement.</p> <p><b>Marché.</b> Manque de concurrence, présence limitée sur le marché, concentration de l'offre dans quelques zones géographiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprentissage latéral entre les membres (séminaires, échanges, groupes de travail).</li> <li>• Collecte et diffusion de l'information sur le secteur.</li> <li>• Formation du personnel de terrain et des dirigeants.</li> <li>• Activités de conscientisation à destination des responsables politiques.</li> </ul>
<p><b>II. EXPANSION</b></p> <p><b>Produits et services.</b> Une certaine différenciation des taux d'intérêt, produits standards. Rares sont les principales organisations qui expérimentent avec la diversification de produits.</p> <p><b>Institutions.</b> Accent sur le passage à une plus grande échelle des opérations. Les économies d'échelle conduisent à des efficacités pour quelques institutions dominantes, mais la pression en faveur d'une croissance rapide peut sacrifier la supervision des opérations et la qualité des services.</p> <p><b>Financement.</b> Diversité accrue des sources de financement, recours aux prêts pour financer l'expansion, taux d'intérêt fixés pour garantir la rentabilité et la croissance.</p> <p><b>Marché.</b> Une certaine concurrence dans les zones urbaines en ce qui concerne les produits existants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprentissage latéral entre les membres (séminaires, échanges, groupes de travail).</li> <li>• Collecte et diffusion de l'information sur le secteur.</li> <li>• Activités de renforcement institutionnel, en particulier dans les domaines de la planification du portefeuille, des systèmes et procédures de gestion financière et des contrôles internes.</li> <li>• Suivi et communication des performances</li> <li>• Codes de conduite pour les membres des IMF des associations.</li> <li>• Recherche sectorielle.</li> <li>• Représentation du secteur à l'État.</li> <li>• Facilitation de mises en relation et de partenariats entre les parties prenantes de l'industrie et les prestataires de service.</li> </ul>
<p><b>III. CONSOLIDATION</b></p> <p><b>Produits et services.</b> De nouveaux produits sont introduits (par ex., assurance, prêts à la consommation, épargne ou prêts d'amélioration résidentielle). Flexibilité accrue dans les produits et réactivité à la demande de la clientèle. Une concurrence accrue pousse les taux d'intérêt à la baisse ; innovations techniques.</p> <p><b>Institutions.</b> Accent sur la durabilité, meilleurs niveaux de productivité, de nombreuses institutions font des bénéfices avec de forts volumes de clientèle. Là où les possibilités existent, quelques IMF se transforment en institutions réglementées. Les institutions non réglementées adoptent des normes d'information financière transparentes. Les pratiques de protection des clients se généralisent.</p> <p><b>Financement.</b> Les subventions diminuent, présence accrue de prêteurs nationaux et internationaux et d'investisseurs en actions, mobilisation de l'épargne.</p> <p><b>Marché.</b> Fort taux de pénétration des marchés cibles existants, expansion sur des marchés jusque-là négligés (par ex., zones rurales et segments à faible revenu).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprentissage latéral entre les membres.</li> <li>• Collecte et diffusion de l'information sur le secteur.</li> <li>• Activités de renforcement institutionnel, en particulier dans les domaines du cash flow, de la gestion de l'actif, de la gestion des risques, de la transformation institutionnelle et de la gouvernance.</li> <li>• Recherche sectorielle.</li> <li>• Information commerciale.</li> <li>• Représentation du secteur à l'État.</li> <li>• Facilitation des mises en relation et des partenariats entre les parties prenantes de l'industrie et les prestataires de service, y compris les investisseurs commerciaux nouvellement apparus.</li> <li>• Promotion du développement de produits et innovations technologiques.</li> <li>• Autorégulation et établissement de normes.</li> <li>• Recherche politique et plaidoyer.</li> <li>• Réceptivité à l'investissement.</li> <li>• Contrôle des performances sociales.</li> </ul>
<p><b>IV. INTÉGRATION</b></p> <p><b>Produits et services.</b> Large éventail de produits et services axés sur la demande accessibles à des segments de marché distincts.</p> <p><b>Institutions.</b> La plupart des institutions sont réglementées par l'entité publique appropriée. Introduction des banques commerciales sur le segment de la microfinance ; certaines IMF diversifient leur base de clients par l'application à plus grande échelle. Les systèmes de protection des clients sont en place et fonctionnent bien.</p> <p><b>Financement.</b> Mélange diversifié de capitaux privés, croissance des investissements en actions et dépôts d'épargne comme sources de financement.</p> <p><b>Marché.</b> Niveau élevé de concurrence, croissance stable, accent sur l'inclusion financière.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprentissage latéral entre les membres.</li> <li>• Collecte et diffusion de l'information sur le secteur.</li> <li>• Formation spécialisée ou services de consultants.</li> <li>• Représentation du secteur à l'État.</li> <li>• Facilitation de mises en relation et de partenariats entre les parties prenantes de l'industrie et les prestataires de service.</li> <li>• Promotion du développement de produits et innovations technologiques.</li> <li>• Recherche sectorielle.</li> <li>• Information commerciale.</li> <li>• Suivi et évaluation des politiques.</li> </ul>

# Structure

Le tableau 2 ci-dessous donne un aperçu de la structure suggérée pour une analyse sectorielle globale. Il est divisé en huit sujets clés, avec une brève description de chacun.

**Tableau 2. Structure d'une analyse de la situation du secteur**

Sujet	Description
<p><b>Sommaire</b> Fournit un arrière-plan pertinent, résume l'objectif du rapport et les principales conclusions dans un aperçu. (longueur suggérée : 1 page)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrière-plan</li> <li>• Objet du rapport</li> <li>• Principales conclusions</li> </ul>
<p><b>Description du pays/de la région</b> Fournit une description brève, mais pertinente de l'économie nationale ou régionale. Cette section est destinée à fournir le contexte et sert de référence pour établir des comparaisons avec d'autres pays ou régions. (longueur suggérée : 3 pages)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Population/données démographiques</li> <li>• Situation macroéconomique</li> </ul>
<p><b>Aperçu du secteur financier</b> Cette section doit principalement porter sur les questions le plus en rapport avec le développement d'un secteur financier inclusif dans le pays ou la région. Elle doit donner un aperçu des principales catégories de fournisseurs (par ex., banques commerciales, banques d'État, coopératives et institutions de microfinance spécialisées), la couverture combinée et la profondeur de leurs services et une description des obstacles les plus sérieux restreignant l'accès des segments à faible revenu de la population. (longueur suggérée : 4 pages)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès aux services financiers</li> <li>• Offre de services financiers</li> <li>• Obstacles à l'accès</li> </ul>
<p><b>Réglementations et initiatives de l'État</b> Cette section doit fournir un résumé des questions d'actualité. Les lecteurs seront intéressés par les réglementations récentes et proposées, leur impact potentiel sur les institutions et la disponibilité des services, ainsi que des recommandations de réformes. Dans la mesure où la question de la réglementation et de la surveillance de l'État est très complexe, cette section doit se contenter de donner un aperçu des principaux problèmes. Si nécessaire, une association peut envisager de développer une étude distincte, plus approfondie de ce sujet important. (longueur suggérée : 6 pages)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien de l'État</li> <li>• Cadre d'action</li> <li>• Régulation et surveillance financières</li> <li>• Réformes</li> </ul>
<p><b>Développement du secteur de la microfinance</b> Cette section doit fournir une description et une analyse en profondeur de la partie du secteur financier axée sur la fourniture de services aux segments à faible revenu de la population, ainsi qu'aux petites et microentreprises. Elle doit donner un contexte historique pour le développement des activités de microfinance et décrire l'offre et la demande actuelles et prévues pour ces services. Dans toute la mesure du possible, l'analyse du secteur de la microfinance doit aller au-delà du crédit pour inclure les services d'épargne, d'assurance et de transfert d'argent fournis aux groupes à faible revenu. Il est possible que les organisations trouvent utile de développer d'autres études de marché pour une analyse plus approfondie des segments de marché importants. (longueur suggérée : 8 pages)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Historique</li> <li>• Offre de services de microfinance</li> <li>• Demande de services de microfinance</li> <li>• Services autres que de crédit</li> </ul>
<p><b>Financement</b> Cette section doit décrire les bailleurs de fonds, prêteurs et investisseurs les plus pertinents soutenant le secteur de la microfinance. Les sources de financement doivent inclure les institutions publiques et les grossistes de deuxième rang, le cas échéant. (longueur suggérée : 5 pages)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bailleurs de fonds</li> <li>• Prêteurs et investisseurs en actions</li> <li>• Stratégies de financement des IMF</li> </ul>
<p><b>Perspectives d'avenir</b> Cette section doit donner un aperçu des perspectives d'avenir de la microfinance dans le pays ou la région. Elle doit identifier les domaines potentiels de croissance et de développement, les domaines d'innovation prometteurs et les autres possibilités qui, si elles sont exploitées, sont susceptibles d'apporter des avantages importants pour le secteur. De même, l'analyse doit inclure la description des gageures les plus difficiles auxquelles fait face le secteur, les facteurs influant sur la croissance du secteur, les menaces au futur développement ou les faiblesses inhérentes au système actuel. Cette section peut être utilisée pour exposer dans le détail les questions mentionnées dans les sections précédentes ou identifier de nouveaux domaines d'analyse. (longueur suggérée : 5 pages)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Croissance et développement prévus</li> <li>• Opportunités et gageures</li> </ul>
<p><b>Ressources additionnelles</b> Cette section doit fournir une courte liste des ressources utilisées dans l'élaboration du rapport que le lecteur pourra consulter, en plus des autres sources d'information disponibles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sources d'information</li> </ul>

# CONTENU

Le plan général suivant fournit une description du contenu d'une évaluation, les questions qui doivent guider l'enquête et une liste d'indicateurs suggérés qu'il convient de prendre en compte.

## Résumé

1. Arrière-plan
2. Objet du rapport
3. Principales conclusions

## Description du pays/de la région

### 1. Population/données démographiques

#### **Quel est le niveau de vie de la population de la région ou du pays ?**

- Population totale
- Population active
- Seuil de pauvreté national
- Pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté national
- Autres données statistiques ayant un rapport direct avec le pays ou la région, comme les taux d'alphabétisation, les taux d'infection par le VIH/sida, le pourcentage de la population vivant en milieu rural, l'espérance de vie, la croissance démographique, les conflits internes (par ex., guerre ou occupation), et les catastrophes naturelles.
- Tendances importantes dans l'un ou l'autre des indicateurs ci-dessus
- Carte avec les divisions administratives et les villes pertinentes

### 2. Situation macroéconomique

#### **Quels sont les indicateurs économiques les plus importants pour la région ou le pays ?**

- Tendances économiques (selon les cas, au moins trois périodes spécifiques)
- Produit intérieur brut (PIB) en termes de parité du pouvoir d'achat (PPA)
- Taux d'inflation
- Taux d'intérêt (épargne et crédit, commerciaux et publics)
- Taux de change
- Emploi (formel et informel, activité indépendante, petite et moyenne entreprise, public, privé, selon les cas)

## Aperçu du secteur financier

### 1. Accès aux services financiers

#### **Quel pourcentage de la population active a un accès durable aux services financiers ?**

- Nombre de comptes bancaires par rapport à la population active
- Autres données statistiques disponibles susceptibles d'indiquer des niveaux généraux de couverture (par ex., crédit du secteur privé en pourcentage du PIB)
- Pourcentage de la population active ayant accès aux services financiers

#### **Quels pourcentages des segments pauvres et à faible revenu de la population ont un accès durable aux services financiers ?**

- Pourcentage des ménages à faible revenu disposant de comptes bancaires
- Pourcentage des ménages à faible revenu ayant accès aux services financiers

### 2. Offre de services financiers

#### **Qui sont les principaux fournisseurs de services financiers dans le pays ?**

- Description des principaux fournisseurs par catégorie générale
- Nombre d'institutions dans chaque catégorie générale

#### **Quelle est leur taille relative en termes de part du marché financier ?**

- Volume de l'encours de crédits par catégorie de fournisseurs de services financiers
- Volume de l'épargne mobilisée par catégorie de fournisseurs de services financiers
- Nombre d'agences
- Nombre de clients

#### **Quels segments du marché servent-ils ?**

- Taille moyenne des prêts
- Dépôt d'épargne moyen
- Volume de clientèle rurale/urbaine
- Indicateurs socioéconomiques, le cas échéant

#### **Quels services offrent-ils ?**

- Couverture dans les zones rurales et urbaines
- Couverture dans les zones géographiques plus pauvres

#### **What services do they offer?**

- Description générale des produits de crédit, des produits d'épargne, des assurances et des transferts d'argent

### 3. Obstacles à l'accès

#### **Quels sont les principaux obstacles à l'accès des segments aux revenus les plus faibles de la population (par ex., absence de garantie matérielle, soldes de compte minimaux, cartes d'identité, absence d'un lieu de résidence permanent) ?**

# Réglementations et initiatives de l'État

## 1. Soutien de l'État

### **Quel est le rôle de l'État s'agissant de soutenir le développement d'un secteur financier inclusif ?**

- Stratégie de microfinance nationale de l'État
- Résumé des stratégies nationales de réduction de la pauvreté, y compris les programmes de crédits subventionnés par l'État
- Importantes réformes du secteur financier

## 2. Cadre d'action

### **Les activités de microfinance sont-elles régies par une ou des lois existantes ?**

- Cadre d'action pour les institutions de microfinance (proposé et adopté)
- Existence de formes légales pour les institutions financières non bancaires privées

## 3. Régulation et surveillance financières

### **Quelles sont les réglementations les plus importantes ayant un impact sur la disponibilité des services financiers pour les segments pauvres et à faible revenu du marché ?**

- Description des réglementations, récentes et proposées

### **Quelles sont les structures, actuelles et proposées, destinées à surveiller les activités de microfinance ?**

- Structure(s) de surveillance pour les activités de microfinance (actuelles et proposées)

## 4. Réformes

### **Quels sont les impacts actuels et prévus des réglementations existantes et proposées sur la disponibilité globale des services ?**

### **Quels types de réformes sont nécessaires pour que le développement du secteur se poursuive ?**

# Développement du secteur de la microfinance

## 1. Historique

### **Depuis combien de temps les fournisseurs de microfinance existent-ils ?**

- Moyenne d'âge des fournisseurs
- Pourcentage des fournisseurs établis au cours des 2-5 ans
- Mesures de la croissance du secteur

### **Quels ont été les événements les plus importants pour le secteur qui ont soit catalysé soit freiné son développement ?**

## 2. Offre de services de microfinance

### **Quelles sont les structures juridiques des fournisseurs de microfinance ?**

- Nombre et type d'institutions réglementées (de dépôt et de non-dépôt)
- Nombre et type d'institutions non réglementées

### **Quels segments du marché servent-ils ?**

- Solde de crédit moyen
- Solde d'épargne moyen
- Indicateurs socioéconomiques, le cas échéant
- Clientèle rurale/urbaine
- Sexe des clients

### **Quelle est l'échelle relative des fournisseurs de microfinance existants ?**

- Liste des principaux fournisseurs (cinq ou dix premiers par le nombre de clients, l'épargne mobilisée, l'encours de crédits, les transferts d'argent et l'assurance, selon les cas et la disponibilité)

### **Quels services sont à la disposition des clients de la microfinance ?**

- Description générale des produits de prêt dans le secteur (c.-à-d., prévalence relative des prêts personnels des prêts aux microentreprises, des prêts au logement et des autres types de prêts)
- Pourcentage des fournisseurs de microfinance offrant des produits de prêt
- Valeur estimée du portefeuille de prêts brut total du secteur
- Nombre de prêts en cours aux clients de la microfinance
- Description générale des produits d'épargne disponibles
- Pourcentage des fournisseurs de microfinance offrant des produits d'épargne
- Volume estimé des comptes d'épargne dans le secteur
- Nombre de comptes d'épargne
- Description des produits d'assurance disponibles
- Pourcentage des fournisseurs de microfinance offrant des produits d'assurance
- Nombre de clients assurés
- Description des services de transfert d'argent disponibles
- Pourcentage des fournisseurs de microfinance offrant des services de transfert d'argent

### **Quelles sont les tendances les plus pertinentes dans la performance des fournisseurs de microfinance ?**

- Rendement des actifs,
- Taux d'intérêt effectifs moyens
- Ratios dettes/fonds propres
- Ratios de risque du portefeuille
- Pourcentage de clients ruraux
- Pourcentage de clientèle féminine

### **3. Demande de services de microfinance**

#### **Quelle est la plus grande demande insatisfaite sur le marché de la microfinance ?**

- Demande insatisfaite quantifiée par le nombre estimé de personnes, le nombre d'entreprises ou la valeur des services recherchés
- Lacunes dans les offres de produits (par ex., épargne, prêts agricoles)
- Lacunes dans des segments de marché particuliers (par ex., jeunes, régions géographiques)

# Sources de financement

## 1. Bailleurs de fonds

### **Quelles organisations sont les plus importantes sources de ressources de donateurs ?**

- Description des organisations
- Taille estimée des programmes
- Objectifs des programmes ou domaines prioritaires de financement

## 2. Prêteurs et investisseurs en actions

### **Qui sont les prêteurs et les investisseurs les plus importants dans le secteur ?**

- Cinq plus importants prêteurs et investisseurs opérant dans le pays ou la région
- Volume estimé des investissements
- Valeur estimée des prêts en cours aux IMF

## 3. Stratégies de financement des IMF

### **Quelles sont les stratégies de financement actuelles des IMF ?**

- Total des emprunts des IMF
- Total des emprunts en pourcentage de l'encours de crédits total du secteur
- Part relative de l'emprunt commercial sur le marché
- Ratio dettes/fonds propres moyen des IMF
- Coût moyen du capital

**Quelles sont les principales tendances de financement dans la microfinance (c.-à-d., part relative de l'emprunt commercial en pourcentage du financement du secteur total, part des capitaux intérieurs par rapport aux capitaux étrangers, levier financier des IMF par le biais du secteur bancaire) ?**



## Perspectives d'avenir

### 1. Croissance et développement prévus

#### **Comment prévoit-on que le secteur se développe au cours des quelques prochaines années ?**

- Prévisions de croissance pour les institutions et la clientèle
- Financement nécessaire pour faire face à ces prévisions de croissance
- Sources de financement prévues

#### **Quels domaines sont le mieux positionnés pour croître ?**

- Types d'institutions
- Types de services
- Segments de marché

#### **Quelles sont les tendances les plus importantes sur le marché ?**

- Durabilité ou rentabilité des IMF
- Croissance de la portée auprès des clients
- Diversification sexuelle
- Diversification rurale/urbaine
- Ciblage de la pauvreté
- Commercialisation (c.-à-d., financement privé accru, transformations, etc.)
- Mélange des offres de produits et services
- Nouvelles technologies

### 2. Opportunités et gageures

#### **Quelles sont les principales entraves auxquelles sont confrontées les IMF dans le secteur (par ex., gouvernance, gestion, SIG, technologie, accès au financement) ?**

#### **Quelles tendances ou innovations actuelles ont le plus de chances d'avoir l'impact le plus grand sur le secteur ?**

# Annexe 1 : Ressources

---

Remarque : Adresses URL valides en septembre 2009.

## Aperçus du pays/de la région

- Banque mondiale—Key Development Data and Statistics (principales données et statistiques en matière de développement) : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DATASTATISTICS/0,,contentMDK:20535285~menuPK:1192694~pagePK:64133150~piPK:64133175~theSitePK:239419,00.html>
- PNUD (Programme de développement des Nations Unies)—Country and Regional Human Development Reports (rapports nationaux et régionaux sur le développement humain) : <http://hdr.undp.org/en/reports/nhdr/>
- Indicateurs des Objectifs de développement pour le millénaire—PPP data and population living below \$1/day (données de PPA et population vivant avec moins de 1 USD/jour) : <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Data.aspx>
- OIT (Organisation internationale du travail)—Employment Data (données sur l'emploi) (base de données KILM) : <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/kilm/index.htm>
- Freedom House—Legal Freedoms : <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=363&year=2007>

## Ressources du secteur financier

- CGAP (Groupe Consultatif d'Assistance aux Plus Pauvres)—Market Intelligence Country Maps (cartes d'information commerciale par pays) : <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.26.2301>
- FMI (Fonds monétaire international)
- Global Financial Stability Reports (rapports de stabilité financière globale) : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/GFSR/index.htm>
- International Financial Statistics (statistiques financières internationales) : <http://www.imfststatistics.org/imf/>
- Sites Web des banques centrales nationales
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)—Rural Finance Web page (page Web sur les finances rurales) : <http://www.ruralfinance.org/servlet/CDSServlet?status=ND01NDE4JjY9ZW4mMzM9KiYzNz1rb3M~>
- Microfinance Information Exchange : <http://www.mixmarket.org/>
- Assurance : ILO Step Program : <http://www.ilo.org/public/english/protection/secsoc/step/index.htm>
- Assurance : ILO Social Finance Unit : [http://www.ilo.org/employment/Areasofwork/lang-en/WCMS\\_DOC\\_EMP\\_ARE\\_SFN\\_EN](http://www.ilo.org/employment/Areasofwork/lang-en/WCMS_DOC_EMP_ARE_SFN_EN)
- International Association of Insurance Supervisors—Insurance Laws Database : <http://www.iaisweb.org/index.cfm?pageID=53>
- Microfinance Gateway Library : <http://www.microfinancegateway.org/section/library/>

## Ressources sur les réglementations et initiatives de l'État

- Microfinance Gateway Regulation Resource Center : [http://www.microfinanceregulationcenter.org/resource\\_centers/reg\\_sup](http://www.microfinanceregulationcenter.org/resource_centers/reg_sup)
- FENU (Fonds d'équipement des Nations Unies)—Inclusive Finance (finances inclusives) : <http://www.uncdf.org/english/microfinance/>
- Banque mondiale/IFC (International Finance Corporation)—*Doing Business* : <http://www.doingbusiness.org/LawLibrary>

## Ressources du marché

- Microfinance Information Exchange : <http://www.mixmarket.org/>
- Tradeport : California's Gateway to Global Trade—« Global Trade Tutorial : Researching Your Markets » : <http://www.tradeport.org/tutorial/researching/index.html>

## Ressources sur les organisations de soutien et de financement

- CGAP—*MIV Benchmarking Report*: <http://www.cgap.org/gm/document-1.9.3142/MIV%20Benchmarking%20Report%202007.pdf>
- KfW—Microfinance Investment Funds: *Leveraging Private Capital for Economic Growth and Poverty Reduction*, 2006
- MIX Market: <http://www.themix.org/>
- First Initiative: <http://www.firstinitiative.org/>

## Ressources d'information additionnelles

- Banking with the Poor Association: <http://www.bwtp.org/>
- CIA *World Factbook* (statistiques économiques): <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>
- CGAP website « *Donors and Investors* » : <http://www.cgap.org/p/site/c/donors/>
- The Economist and the Economist Intelligence Unit Country Reports (droits d'accès): <http://store.eiu.com/index.asp?promo=cbankIt>
- The Microfinance Centre (association de microfinance):
- Index de développement humain du PNUD (Programme de développement des Nations Unies) : <http://hdr.undp.org/en/statistics/>
- Site Web de la Banque mondiale

### **Pays et régions :**

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/0,,pagePK:180619~theSitePK:136917,00.html>

### **Perspectives pour l'économie mondiale :**

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTDECPROSPECTS/EXTGBLPROSPECTS/0,,menuPK:615470~pagePK:64218926~piPK:64218953~theSitePK:612501,00.html>

### **Association de développement international :**

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTABOUTUS/IDA/0,,menuPK:51235940~pagePK:118644~piPK:51236156~theSitePK:73154,00.html>

### **Données et recherches :**

<http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/0,,menuPK:476823~pagePK:64165236~piPK:64165141~theSitePK:469372,00.html>

### **Régulation et surveillance des banques :**

<http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/0,,contentMDK:20345037~pagePK:64214825~piPK:64214943~theSitePK:469382,00.html>

## **À propos de SEEP**

Le Réseau SEEP est un réseau international de praticiens dans le domaine du développement de microentreprises. Ces plus de 80 membres institutionnels sont actifs dans 180 pays et touchent plus de 35 millions de microentrepreneurs et leurs familles. La mission de SEEP est de mettre en contact ces praticiens dans un environnement mondial propice à l'apprentissage de manière à ce qu'ils puissent réduire la pauvreté par le biais du pouvoir d'entreprise. Depuis 25 ans, SEEP s'est allié à des praticiens du monde entier pour discuter des défis et des approches innovantes au développement de microentreprises. En tant qu'organisation poussée par ses membres, les membres représentent la force motrice de nos objectifs alors que SEEP fournit une plateforme neutre pour le partage des expériences et pour de nouvelles pratiques d'apprentissage innovantes. Le réseau SEEP aide à renforcer les efforts internationaux collectifs des membres pour améliorer la vie des plus vulnérables de ce monde.



**The SEEP Network**

1875 Connecticut Avenue, NW, Suite 414

Washington, DC USA 20009-5721

Phone: 1 202 534 1400

Fax: 1 202 534 1433

Email: [info@seepnetwork.org](mailto:info@seepnetwork.org)

Website: [www.seepnetwork.org](http://www.seepnetwork.org)